RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

CIRCONSCRIPTION DE DELLE

BELFORT-CAMPAGNE

Mouvement Républicain Populaire



Henri DOREY
DÉPUTÉ SORTANT
Ancien Secrétaire d'Etat à l'Agriculture
Médaille de la Résistance
Candidat d'Union des Républicains

Henri DOREY - né à TERRANS (Saône et Loire) le 12 Février 1907 - Orphelin de guerre.

Inspecteur de l'Enregistrement, puis Receveur des Finances.

Père de cinq enfants, il fut Président de l'Association Départementale des Familles Nombreuses.

Ancien Membre du Comité Départemental de libération de BELFORT. Il est titulaire de la médaille de la Résistance.

Elu Conseiller Municipal de BELFORT au lendemain de la libération fut constamment réélu depuis avec des majorités accrues.

Conseiller de la République de 1946 à 1948, il exerca dans cette assemblée les fonctions de Rapporteur Général du Budget.

Elu Député de BELFORT le 17 Juin 1951, Réélu le 2 Janvier 1956 - il devint immédiatement Membre de la Commission des Finances, il fut nommé par ses pairs, Rapporteur Général Adjoint de la Commission des Finances et Président de la S/Commission des Finances chargée du contrôle des crédits affectés à la Défense Nationale - Plusieurs fois pressenti comme Secrétaire d'Etat au Budget, il devint Secrétaire d'Etat à l'Agriculture dans le Gouvernement présidé par M. Félix GAILLARD.

Administrateur Délégué de l'Office H. L. M. du Territoire de BELFORT de la Société de Crédit Immobilier et de la Société Coopérative « Le Foyer » il a toujours placé au premier plan de ses préoccupations, la question du Logement.

Électeurs, Électrices,

Faute d'avoir réformé à temps des institutions paralysées par des formations politiques, spécialistes du déclanchement des crises ministérielles, la France a traversé une crise grave. La présence de Pierre PFLIMLIN à la tête du gouvernement a évité que notre pays soit plongé dans la guerre civile. Elle a permis, dans la légalité, l'appel au général de GAULLE. Ce dernier peut ainsi jouer le rôle pour lequel il est irremplaçable : celui d'un arbitre.

NOTRE VOCATION EST D'UNIR.

Le général de GAULLE a voulu s'appuyer sur une large union. Il a repoussé l'offre des « ultras » d'extrême droite. Il a voulu s'entourer d'hommes au patriotisme éclairé et qui ont fait leur preuve dans la conduite des affaires publiques. Le 28 Septembre huit Français sur dix l'ont approuvé en disant « Oui » à la nouvelle Constitution. Cette union des « Oui » doit se traduire demain à l'Assemblée Nationale et au futur gouvernement pour faire face aux grandes tâches qui attendent la République nouvelle. Nous ne sommes pas de ceux qui cherchent dans la vie publique des prétextes pour opposer des Français à d'autres Français. Notre vocation est d'unir tous ceux qui, attachés à la liberté et à la patrie, doivent s'atteler ensemble à l'œuvre commune.

EN ALGÉRIE.

Il faut établir une paix française fondée sur la justice telle que l'a définie le général de GAULLE, politique basée comme l'a toujours dit le M.R.P. sur la personnalité algérienne et son indissoluble association avec la métropole.

OUTRE-MER.

Il s'agit de construire la Communauté des peuples libres, expérience sans précédent dans l'histoire et qu'il faut réussir car il n'est pas, pour le monde libre, de danger plus redoutable que la mobilisation des jeunes nationalismes africains au service du communisme.

EN EUROPE.

L'œuvre d'unification européenne à laquelle s'attache le nom de Robert SCHUMAN doit être continuée et développée. Le marché commun qui entrera en vigueur le 1er janvier prochain offre à notre agriculture comme à notre industrie les meilleures chances de progrès et de développement.

T. S. V. P.

NOUS REFUSONS LE FAUX DILEMNE : RÉCESSION OU INFLATION

Dans le domaine économique et social nous refusons le faux dilemne : récession ou inflation. Une politique d'expansion peut être poursuivie dans la stabilité des prix et de la monnaie comme l'a montré l'expérience PFLIMLIN de 1955. Elle est une des conditions du progrès social et familial. Au moment où certaines industries réduisent leurs horaires de travail où les affaires se ralentissent, il importe d'établir un nouveau plan d'expansion économique et opérer un desserrement du crédit.

NOUS VOULONS :

POUR LES TRAVAILLEURS.

La protection contre le chômage et la misère par l'institution d'un salaire garanti.

L'élévation du niveau de vie des Travailleurs, des Familles et des Vieux.

Le maintien des conventions collectives.

La revalorisation des Prestations Familiales et leur indexation.

POUR LES JEUNES

La France, grâce aux efforts du M.R.P. s'est donnée une LÉGISLATION FAMILIALE digne d'une grande démocratie. Elle est ainsi en voie de devenir le pays le plus jeune de l'Europe Occidentale.

En même temps, la France a modernisé son industrie, son agriculture, ses transports. Mais un effort reste à faire pour permettre l'entrée dans notre économie de 1 million 300.000 jeunes à partir de 1961.

Nous voulons en outre :

« L'allocation Etudes » pour les Étudiants.

L'augmentation des Foyers de Jeunes Travailleurs.

La construction de salles modernes d'Education Physique.

La Réforme de notre Enseignement pour une véritable culture humaine, soucieuse du respect de tous.

POUR LES PAYSANS

Les problèmes agricoles doivent être traités dans le cadre de l'économie générale et non séparément comme cela a été fait trop souvent ces dernières années.

Mon action passée a montré mes préoccupations dans le domaine agricole. Lors de mon passage au Ministère de l'Agriculture j'ai élaboré :

Un projet tendant à définir l'exploitation familiale agricole en vue de lui accorder des crédits d'équipement et des avantages au point de vue fiscal.

Un projet couvrant les risques longue maladie et chirurgicaux pour les exploitants agricoles et leur famille.

Il faut établir la parité entre les allocations familiales agricoles et celles du régime général.

Il convient de maintenir les prix garantis établis par les décrets de septembre 1957 et rechercher des débouchés à l'étranger, l'expérience PFLIMLIN de 1951 révèle que l'exportation en produits agricoles peut contribuer largement au redressement de notre balance des comptes.

Parce que vous refusez la dictature communiste et celle des « ultras » d'extrême droite :

Parce que vous voulez la liberté et la justice,

Vous voterez pour une République forte au service de la Nation,

Vous voterez pour une République Sociale au service de la Fraternité.

VOUS VOTEREZ

Henri DOREY

Remplaçant éventuel : **Emile COITTIER**



Emile COITTIER

Premier Adjoint au Maire de Delle

Vive la République !

Vive la France !

VU LES CANDIDATS.

IMP. BELFORTAINE - BELFORT